

FETE DE WALLONIE

15 septembre 2007

DISCOURS DE

MONSIEUR JOSE HAPPART

PRESIDENT DU PARLEMENT WALLON

Mesdames et Messieurs en vos titres et qualités,
Gens de Wallonie et d'ailleurs,

Il est de coutume en cette après-midi du troisième samedi de septembre, que le Président du Parlement et le Président de l'Exécutif tiennent des discours politiques, chacun restant dans la sphère de ses compétences directes.

Nous devons rendre confiance à nos citoyens. Il ne faut pas avoir peur. Il faut bannir l'esprit de la pensée unique. Il faut oser la Wallonie. Plus de tabous ! Tous les sujets doivent pouvoir être abordés en toute sérénité par le pouvoir législatif que je représente aujourd'hui. Le choix des mots n'a jamais été anodin. Il faut arrêter d'en diaboliser certains comme par exemple : l'institutionnel.

En effet, l'institutionnel détermine tout simplement notre maison commune, notre cadre de vie. Et chacun sait qu'à côté d'une maison, on peut en ériger une deuxième, une troisième, une beaucoup plus grande.

La Wallonie et Bruxelles seront toujours deux régions solidaires et la Flandre ne nous est pas étrangère. Nous sommes partenaires les uns et les autres; nous pouvons encore avoir un avenir commun.

Pour un régionaliste et un fédéraliste tel que moi, nous vivons une époque formidable : tout bouge, tout change ! A défaut de pouvoir s'appuyer sur un bilan probant en tout point, le moment est venu d'investir avec encore plus de confiance dans nos talents !

La Flandre veut être libre et flamande en Belgique. Nous, nous voulons que Bruxelles soit une région à l'instar des deux autres, avec les mêmes pouvoirs.

L'Etat Belgique est un état fédéral à trois régions, en marche vers l'Europe des régions qui se construit et qui sera la réalité des générations futures.

Je crois qu'il faut arrêter de se servir de slogans et de jeter l'anathème sur les autres, cela en particulier lorsque l'on doit nécessairement entrer en négociation. Si la Flandre en venait par exemple à remettre unilatéralement en question les facilités dans les communes concernées, il serait tout aussi facile pour la Région bruxelloise d'ordonner que la minorité flamande à Bruxelles ne bénéficie plus que de facilités. Alors, adieu le bilinguisme et ce serait l'escalade sans fin.

Pour ma part, j'ai été satisfait de voir cette semaine que notre Communauté germanophone a pris de nouveaux accords de coopération avec la Province de Liège. C'est cette voie qui me paraît aujourd'hui la plus sage.

A vrai dire, aucune des trois régions n'est réellement prête aujourd'hui pour une avancée des institutions telle qu'exprimée par des voix de plus en plus importantes en Flandre, même si cela est inéluctable à terme.

Chacune et chacun des responsables dans nos régions respectives doivent savoir ce qu'ils veulent pour eux-mêmes et quel chemin ils veulent faire avec les autres entités. L'heure ne sera jamais au repli sur soi comme le prétendent d'aucuns mais, pour moi, ce ne sera jamais l'heure de la soumission à quiconque.

Lorsque l'an passé, avec Jean-Claude Van Cauwenberghe et quelques collègues, nous avons déposé un projet de Constitution wallonne, il était évident, dans notre esprit, qu'il s'agissait avant tout d'un projet de construction d'une citoyenneté, de proposer une vision institutionnelle par et pour les gens de la Wallonie, d'ouvrir le débat pour notre avenir et jamais de l'imaginer contre quiconque. C'est un projet de société guidé par l'intérêt général.

Il nous semble important de rencontrer, de promouvoir et de conforter l'identité wallonne, les valeurs auxquelles les Wallons adhèrent et la manière dont ils entendent gérer les compétences qui leur sont dévolues.

Par ce texte, nous nous inscrivons dans le cadre fédéral actuel et évolutif, ce qui nous différencie des projets déposés au Parlement flamand et dont l'objectif de certains est, purement et simplement, la disparition de l'Etat Belgique.

Nous pouvons certainement tous accepter l'idée qu'il est bon d'avoir une vision claire de ce que nous sommes et de ce que nous voulons, nous les Wallons, face à une Flandre qui tient de plus en plus de discours sur l'indépendance. Le travail ainsi entrepris est donc plus une réflexion sur les valeurs, sur les composantes de notre identité et sur les principes d'action que l'on veut s'appliquer à nous-mêmes plutôt que sur du meccano institutionnel.

Malgré les vicissitudes de l'Histoire, notre Région wallonne, n'en finit pas d'avancer, à son rythme, avec l'opiniâtreté et la patience du paysan.

Pour la Wallonie, la marche vers sa souveraineté a démarré avec Jules Destrée, lui-même suivi de bien d'autres. Nous sommes un peuple qui s'émancipe; maintenant, on peut dire « Fêtes du peuple de Wallonie ».

Nous travaillons pour celles et ceux qui y habitent, y vivent et y travaillent. Nous voulons une Wallonie qui ose. Il faut, dès maintenant, y penser et y réfléchir en toute liberté, sans contrainte.

Ce n'est pas parce que l'on est demandeur de rien qu'il ne faut pas être prêt à tout. J'invite donc solennellement les partis démocratiques du Parlement wallon à réfléchir ensemble à notre évolution dans le cadre de l'Etat Belgique, lui-même en évolution.

Nous avons le choix d'être spectateur et de subir, ou d'être acteur et de construire. Je n'aime pas que d'autres fassent mon lit, ni que d'autres qui n'y sont pas invités viennent le partager. Croire que d'aucuns œuvrent à notre avenir et à notre bien-être par altruisme plutôt que par intérêt serait une faute politique.

Par delà les rêves, et pour que ceux-ci se réalisent, il faut travailler. Le courage n'a jamais rendu orphelin de son Histoire. La vision de notre avenir n'est possible que pour celles et ceux qui y croient.

Aujourd'hui, nous sommes devant des perspectives, donc des choix. Croyez-vous que le Plan Marshall eu été possible dans l'ancien Etat unitaire ?

Un des contrastes et non des moindres, c'est que la Flandre qui avait tous les leviers entre ses mains, revendique de plus en plus de régionalisation et prend le risque de perdre, au niveau fédéral et international, de son influence aujourd'hui et demain de sa superbe. C'est un paradoxe qui ne peut se vivre qu'au pays de Magritte.

Quant à la Wallonie, le transfert de compétences économiques, agricoles ou pour le développement territorial a permis de commencer le redressement et d'aller dans la bonne direction.

Depuis la régionalisation d'un nombre important de secteurs, la Wallonie va mieux dans son ensemble. J'attends toujours que quelqu'un puisse me montrer que les compétences transférées du fédéral ou de la Communauté sont moins efficaces aujourd'hui qu'hier pour les Wallonnes et les Wallons.

Personne ne veut le divorce, mais en ce qui nous concerne, nous n'avons pas peur de la liberté. Agissons par nous-mêmes, pour nous-mêmes dans une Wallonie respectueuse mais surtout qui se fait respecter.